



communiqué

N^o: 110
No.:

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
LE 6 SEPTEMBRE 1983

SESSION MINISTÉRIELLE SUR LA RÉUNION DE MADRID
DE LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ
ET LA COOPÉRATION EN EUROPE
7-9 SEPTEMBRE

L'honorable Allan J. MacEachen, vice-premier ministre et secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a annoncé aujourd'hui que l'honorable Jean-Luc Pepin, ministre d'Etat aux Relations extérieures, présidera la délégation canadienne à la session ministérielle convoquée par le Gouvernement de l'Espagne en rapport avec la réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui se tiendra à Madrid (Espagne) du 7 au 9 septembre 1983. M. Pepin, qui sera le deuxième orateur à s'adresser à la Conférence le 7 septembre, prononcera l'allocution canadienne à cette occasion.

Dans sa déclaration à la session et dans les autres discussions officielles qu'il aura à cette occasion, M. Pepin soulignera la position du gouvernement et du peuple canadiens face à la tragédie causée par l'attaque d'un avion civil coréen par les Soviétiques.

Au nom du Canada, M. Pepin approuvera le projet du document final de la Réunion de Madrid, qui s'est ouverte en novembre 1980. Ce document contient des dispositions à l'effet de la poursuite du processus de la CSCE, amorcé en 1975, par le biais d'une autre réunion d'examen qui aura lieu à Vienne en 1986 et d'une série de rencontres d'experts organisées pour traiter de questions particulières (dont la Réunion d'experts sur les droits de l'homme, parrainée principalement par le Canada, qui doit avoir lieu à Ottawa en 1985). Le document prévoit également la tenue, au début de l'an prochain à Stockholm, d'une conférence sur le renforcement de la confiance et de la sécurité et sur le désarmement en Europe.

...2

L'accord éventuel reflète les aspirations et philosophies du monde occidental, notamment en ce qui concerne les droits du monde occidental, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme. On ne pourra cependant évaluer les progrès réalisés qu'au fur et à mesure que les Etats participants mettront en application les dispositions du nouveau document et de l'Acte final d'Helsinki. La conclusion formelle de la Réunion de Madrid, encore incertaine, marquerait une étape concrète dans l'élargissement du dialogue politique entre l'Est et l'Ouest, ainsi que dans la mise en place d'un nouveau mécanisme qui pourrait contribuer au renforcement de la sécurité en Europe.